

« L'orientation ne doit pas être un casse-tête »

Charlotte, bonne élève, « angoissée à fond »



CH.B

(L.P./Delphine Golisztein)

Maxime, 18 ans, aime la géopolitique et les jeux de stratégie. Cela tombe bien : ce lycéen de terminale aura besoin de ses dons de tacticien pour remplir son formulaire d'inscription aux admissions post-bac (APB). Pour l'instant, il en est encore aux questions existentielles. Qui suis-je? Où vais-je? «Je n'ai aucune idée de métier : j'ai cherché des infos sur Internet mais ce n'est pas clair,» confie-t-il en se tordant les doigts devant la conseillère d'orientation chargée de sonder son âme d'élève. Depuis début décembre, le centre d'information de la jeunesse (CIDJ) de Paris voit passer des troupes de futurs bacheliers «complètement paumés, qui n'arrivent pas à se projeter», note Valérie Deflandre, l'une des conseillères.

Même quand ils ont arrêté la profession de leurs rêves, les lycéens patinent quand vient le moment de

choisir plusieurs cursus adaptés à leur niveau et de les classer par ordre de préférence dans le logiciel APB. Charlotte, une élève studieuse de bonne famille scolarisée dans la banlieue chic de Paris, «angoissée à fond».

«Je pensais à mon bac, pas à la suite»

Prosper, a abandonné sa première année de droit

Pour l'aider, ses parents ont payé 150 € pour deux heures d'entretien avec une spécialiste recommandée par ses copines de classe, en plus des conseils délivrés par les professionnels de son établissement. Son dilemme? Déterminer comment elle placera les classes préparatoires qui lui font envie. «J'aimerais savoir d'abord quels établissements m'ac-

ceptent avant d'en choisir un, mais la procédure ne se fait pas dans ce sens-là», regrette la jeune fille.

Le désarroi est tel qu'il nourrit, hors des structures publiques, un marché florissant du «coaching en orientation». L'Odiep, l'un des poids lourds du secteur, facture son expertise 700 € minimum, pour cinq heures d'entretien avec l'élève, et cinq autres passées à étudier son profil.

S'il refuse de révéler combien de familles font appel à ses services, le directeur, Alexandre de Lamazière, assure que «la demande augmente chaque année. Le bac, les élèves l'ont tous... La sélection se joue sur l'orientation dans le supérieur.» L'an dernier, Prosper ne s'est pas posé toutes ces questions. Ce bachelier littéraire a demandé la fac d'Assas... parce qu'il la «connaissait de nom», explique-t-il, attablé avec sa

mère devant une pile de «fiches métiers» au CIDJ.

«Je voulais faire du droit à cause des séries américaines que j'avais vues à la télévision, je n'étais jamais allé voir de conseillers d'orientation : dans mon lycée, on pensait que c'était un truc pour les paumés, confie-t-il. Je pensais à mon bac mais pas à la suite.»

Prosper a lâché son droit avec l'impression que «les profs ne parlaient pas la même langue» que lui. Il se cherche aujourd'hui un BTS. Mais, pour sa deuxième tentative dans la grande roue de la fortune APB, il ne sera plus prioritaire : si la formation qu'il vise est très demandée, son dossier passera après ceux des bacheliers de 2014.